



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LEGRAND FRANCE

89 chemin de Montrichard
BP 89
54700 Pont-À-Mousson

Références : 2025_0295
Code AIOT : 0006206086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement LEGRAND FRANCE implanté 89 CHEMIN DE MONTRICHARD BP 89 54700 PONT-A-MOUSSON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEGRAND FRANCE
- 89 CHEMIN DE MONTRICHARD BP 89 54700 PONT-A-MOUSSON
- Code AIOT : 0006206086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

installation dédiée à la fabrication de gaines électriques par extrusion de thermoplastiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rubriques exploitées	Arrêté Préfectoral du 14/03/1972, article 1	Sans objet
2	bassin de rétention des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.9	Sans objet
3	moyens en eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a, au cours de la visite, constaté le respect des prescriptions qui visent l'installation exploitée, concernant les moyens en eaux disponibles et le confinement des eaux d'extinction susceptibles d'être générées en cas de sinistres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rubriques exploitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/1972, article 1
Thème(s) : Situation administrative, rubriques exploitées
Prescription contrôlée : L'établissement dont il s'agit est rangé dans la 2e classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, sous les rubriques 272.2 bis, 281.1, 255.3, 206.I-b, 33 bis, 153 bis-2 de la nomenclature annexée au décret du 20/05/1953 modifiée.
Constats : Depuis l'autorisation initiale du site en 1972, les évolutions de l'activité du site et les modifications de la nomenclature sont venues modifier le classement de l'établissement. A ce jour, les activités exercées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 1185-2-a (fluides frigorigènes) régime DC - capacité 360 kg • 2661-1-b (extrusion de polymère) régime E - capacité 50 t/j • 2661-2-b (transformation mécanique de polymères) régime D - capacité 8.5 t/j • 2662-1 (stockage de polymères) régime E - capacité totale 3540 m3 • 2663-2-b (stockage de produits contenant 50% au moins de polymères) - régime D - capacité 9500m3 • 2910-1-2 (installation de combustion) - régime DC - capacité 3.54 MW • 2925-1 (charge d'accumulateurs) - régime DC - capacité 52,44 kW Le détail de l'évolution du tableau de classement, en particulier depuis le courrier du 30/07/2015 qui constitue la dernière communication de l'exploitant quant à sa situation administrative, est présenté en annexe de ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : bassin de rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.9

Thème(s) : Autre, bassin de rétention des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

D'autre part, des mesures sont prises afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau, en cas d'écoulement de matières dangereuses du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction d'incendie.

Constats :

L'installation dispose d'un bassin de rétention destiné à collecter les eaux de sinistres (ainsi que les eaux générés sur l'installation par une pluie décennale concomitante). La capacité requise à cette fin est de 1734 m³ selon le calcul produit par l'exploitant.

Pour y répondre l'installation dispose des capacités suivantes :

- > plusieurs fosses techniques de machines pour 261 m³ au total ;
- > le réseau de canalisations de l'établissement pour 91 m³ au total ;
- > un bassin de rétention d'une capacité de 1382 m³, qui est opérationnel depuis le 06/11/2024.

L'exploitant a présenté le dernier plan des réseaux hydrauliques de l'établissement, qui en date du 24/09/2024 comporte les dernières évolutions du site, en particulier le bassin de rétention et les vannes d'isolement de l'établissement vis à vis du réseau extérieur. L'exploitant a produit le compte rendu du dernier exercice incendie, lequel a été réalisé le 25/09/2024. Au cours de cet exercice, les dispositifs de manœuvre des 3 vannes d'obturation du réseau ont été manipulées. La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2

Thème(s) : Autre, moyens en eau

Prescription contrôlée :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- d'un système interne d'alerte incendie, - de robinets d'incendie armés,
- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats :

L'exploitant a produit un calcul des besoins en eau de l'installation en cas de sinistre dont le résultat est de 510 m³/h pendant 2h soit 1020 m³.

L'exploitant répond à ce besoin par la mise en œuvre :

- > 4 poteaux incendies (1 privé et 3 sur le réseau communal), dont la dernière mesure de débit simultané fait état d'une capacité de 306 m³/h (26/11/2019) ;
 - > un réserve souple (bâche) de 170 m³ ;
 - > une citerne aérienne, mutualisée avec le supermarché voisin et pour lequel il dispose par convention de mutualisation du 21/07/2022, d'une capacité de 245 m³ ;
 - > un réseau d'extinction automatique pour une capacité totale de 470m³ (2 x 210 m³ + 50 m³).
- La prescription, en ce qui concerne les moyens en eaux est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite